

Ne menons pas notre armée sur une voie conservatrice et dangereuse

Les textes publiés dans ces pages ont pour but d'alimenter le débat. Ils n'engagent que leurs auteurs qui n'appartiennent pas à la rédaction de "La Libre Belgique".

Ce mercredi 23 juin, le rapport du comité de douze expert(e)s mandaté par la ministre de la Défense pour rédiger des recommandations sur la Vision stratégique de 2016 a été présenté à la Chambre (voir *La Libre* du 23 juin Ndlr). Ce rapport coordonné par le ministère de la Défense préconise d'augmenter les dépenses militaires. Précisons que le gouvernement précédent avait déjà pris la décision d'augmenter significativement le budget de la Défense (de 0,95% à 1,30% du PNB). Il est maintenant suggéré que les dépenses militaires soient augmentées pour atteindre la moyenne de l'Otan, soit 1,7% du PIB. L'origine de ces fonds, dans un contexte de pandémie qui a mis à rude épreuve les caisses de l'État, est laissée en suspens. Les dépenses militaires doivent faire l'objet de justifications adéquates, basées sur des évaluations précises de leur utilité politique et une prise de conscience des limites et des risques inhérents à l'usage de l'outil. Ces éléments font malheureusement défaut dans le rapport des expert(e)s ou ne sont traités que sous l'angle militaire.

Considération apocalyptiques

Le rapport des douze expert(e)s sur la Vision stratégique comporte des considérations apocalyptiques sur l'environnement sécuritaire et des recommandations en matière d'acquisition de matériel et de développement de capacités. Les éléments sur l'environnement de sécurité constituent pour ainsi dire un catalogue de tout ce qui pourrait aller mal dans l'ordre international dans les années à venir. Le rôle précis que la Défense pourrait jouer lorsqu'il est question de risques liés à la croissance de la population mondiale, aux migrations, aux maladies

infectieuses, au développement de l'autoritarisme ou encore au réchauffement climatique n'est cependant pas clair. La tonalité générale donne à penser que les auteur(e)s envisagent la possibilité qu'il faille donner du canon pour faire face aux conséquences de ces phénomènes.

Des angles morts

Le rapport évoque aussi des risques et des menaces liés à l'émergence de nouvelles puissances. De fait, on a assisté ces dernières années à une montée en puissance de la Chine et à une réaffirmation de la

Russie sur la scène internationale, pour ne mentionner que ces deux États. Dans ce contexte, les auteur(e)s ne recommandent pour ainsi dire qu'une chose: réarmer. Notre responsabilité dans la détérioration de la situation géopolitique, avec notamment l'extension de l'Otan vers l'Est, alors qu'il avait été promis à la Russie qu'elle n'aurait pas lieu, n'est pas analysée. Les mécanismes qui faciliteraient la cohabitation de puissances dont les intérêts sont divergents ne sont pas non plus abordés. On pourrait pourtant envisager une relance du processus

d'Helsinki, initié pendant les années 1970, pour améliorer les relations avec la Russie. En lieu et place, le document nous enjoint d'envisager le retour de la "guerre de haute intensité", tout en faisant un appel du pied à l'industrie de défense qui aurait à fournir la logistique mortifère de celle-ci. Le risque de course aux armements que fait peser ce type de politique n'est pas évoqué. Le rapport passe aussi sous silence le fait que les dépenses militaires des États européens sont très largement supérieures (300 milliards de \$) à celles de la Russie (60 milliards de \$)



Elena Aoun (UCLouvain-Mons); Eva Brems (UGent); Marlies Casier (UGent); Goedele De Keersmaeker (UGent); Denis Duez (Saint Louis); Anne Lagerwall (ULB); Dries Lesage (UGent); Yannick Quéau (GRIP); Tom Sauer (UAntwerpen); Christophe Wasinski (ULB)

■ Un rapport coordonné par le ministère de la Défense préconise d'augmenter les dépenses militaires. Ce texte aux fondements aussi hétéroclites qu'incohérents traduit une dommageable vision militariste du monde.

Le rapport donne l'impression que les forces armées belges ont des responsabilités de l'Arctique à l'Amérique latine en passant par le Caucase.

Les recommandations qui concernent le traitement du personnel et soulignent la nécessité d'une Défense qui tient compte de la diversité sont les bienvenues. Mais, de façon plus générale, l'un des problèmes du rapport est qu'il articule superficiellement les demandes de matériel à la liste des risques et des menaces de l'environnement décrit. Entre les deux, il manque une réflexion politique sur la hiérarchie des problèmes et des objectifs à atteindre. Le rapport donne l'impression que les forces armées belges ont des responsabilités de l'Arctique à l'Amérique latine en passant par le Caucase. En définitive, la description de l'environnement international semble surtout justifier le développement d'un coûteux arsenal baroque allant d'avions à décollage vertical aux drones armés en passant par des missiles de croisière. Est-ce réellement cela qui va garantir notre sécurité?

Sous la précédente législature, une politique de défense conservatrice a été mise en œuvre. Avec ce rapport, aux fondements aussi hétéroclites qu'incohérents et traduisant une vision militariste du monde, les experts donnent le feu vert au gouvernement pour continuer sur cette voie dangereuse.

→ Titre, chapeau et intertitres sont de la rédaction. Titre original: "Révision de la Vision stratégique 2030: un rapport alarmiste recommande d'augmenter le budget de la Défense".

et le fait que, sur le plan militaire, la Chine est essentiellement une puissance régionale et non pas mondiale. On ne trouvera pas non plus, dans ce rapport, de critique des armes nucléaires de l'Otan, dont certaines sont basées en Belgique, alors qu'un Traité d'interdiction sur les armes nucléaires est entré en vigueur en 2021. En outre, le document recommande de se préparer à des "opérations expéditionnaires" mais reste silencieux sur le bilan catastrophique des missions menées en Afghanistan, en Irak, en Libye et au Sahel.

OPINION

"Trop de bienveillance peut devenir de la malveillance"

■ Dans les écoles de la Ville de Bruxelles, Jean-Louis Henquez a tenu à ce que les examens soient maintenus malgré les échecs. Il s'en explique.

Jean-Louis Henquez

Inspecteur pédagogique de l'enseignement secondaire à la Ville de Bruxelles

Entretien Bosco d'Otreppe

Vendredi dernier, plusieurs dizaines d'élèves manifestaient leur colère devant les portes de l'athénée Marguerite Yourcenar, une des écoles secondaires organisées par la Ville de Bruxelles. Ils considéraient qu'il y avait beaucoup trop d'échecs et que l'école n'avait pas fait preuve de bienveillance en organisant des examens, au regard de la crise sanitaire. Fallait-il, comme l'an dernier, suspendre ces évaluations et faire passer tous les élèves? "Trop de bienveillance peut se retourner contre l'élève et devenir de la malveillance", a alors réagi Jean-Louis Henquez, inspecteur pédagogique de l'enseignement secondaire à la Ville de Bruxelles. Sans revenir sur le cas particulier de l'athénée Marguerite Yourcenar, il précise le sens de cette phrase.

Comment définissez-vous ce qui relève ou non de la bienveillance? Et quand finit-elle par ne plus servir la croissance d'un élève?

Les notions de bienveillance et de malveillance sont des notions subjectives. Pour moi, la bienveillance doit être bien comprise par l'élève, et elle ne peut pas le desservir en le déconnectant de la réalité, de sa propre réalité.

C'est-à-dire?

La bienveillance ne peut lui faire ignorer son niveau de compétence, sa maîtrise des savoirs, des savoir-être et des savoir-faire. La bienveillance ne peut non plus lui faire oublier la réalité du monde scolaire ou universitaire, les exigences attendues l'année suivante ou à l'avenir. Au nom de la bienveillance, on ne peut donc pas brouiller les pistes en laissant croire aux élèves qu'ils peuvent réussir sans démontrer qu'ils maîtrisent les savoirs et les compétences nécessaires. Si l'on brouille ces pistes, la bienveillance s'apparente inévitablement à du laxisme. J'aime bien prendre une image et dire que l'on ne peut pas préparer un sportif à courir un 100 mètres, puis au moment de l'épreuve, l'inscrire à un marathon. C'est la même chose au niveau scolaire. On ne peut

pas poser un cadre pédagogique comprenant une session d'examens en vue d'une certification finale, puis ignorer les résultats. Cela reviendrait à délivrer des diplômes sans réelle valeur, à faire croire aux élèves qu'il est possible de réussir sans maîtriser un minimum de compétences et de connaissances et, en plus, à les mettre en grandes difficultés par la suite.

Toute la question est de savoir si la formule de l'examen est un passage obligé. N'y a-t-il pas d'autres moyens de permettre à l'élève de comprendre où il en est?

En tant que telle d'abord, une session d'examen a une valeur formative: elle apprend à planifier son travail, gérer son emploi du temps, le stress, faire face à un volume de matière. Elle permet également de se positionner dans ses apprentissages, identifier des lacunes potentielles et se préparer au mieux à l'année suivante. De surcroît, la bienveillance consiste à tenir l'autre en estime et à lui donner l'occasion de démontrer ses compétences dans un environnement fixé au préalable et adapté aux circonstances. C'est en ce sens que nous avons maintenu les examens tout en mettant en place de nombreuses stratégies d'aide, de soutien et de remédiation, tant pour les élèves que pour les enseignants. Maintenir ces examens était pour nous le meilleur moyen pour faire le point sur l'évolution des élèves, permettre aux conseils de classe de dresser le cadastre des acquis et imaginer sereinement le futur de leurs parcours. L'ensemble de ces dispositifs d'accompagnement et de certification permet de conjuguer la recherche de l'excellence et de l'équité, ce qui s'inscrit dans notre conception de la bienveillance. En conclusion, si nous avons décidé de maintenir ces examens dont le cadre était fixé depuis septembre, c'est qu'après une année où nous avons fait réussir tous les élèves en juin 2020, nous nous devons d'objectiver leurs connaissances et compétences, sans quoi nous mettions tant l'élève que l'enseignant dans l'impossibilité d'identifier les lacunes, et donc de pouvoir les combler.